

## 1 - Actualité nationale et internationale

.....

### Tarifications bancaires : décisions du CCSF

Faisant suite au rapport de propositions sur les tarifs bancaires de MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) a pris, lors de sa réunion du 21 septembre 2010, un certain nombre de mesures pour des tarifs bancaires plus justes et plus équilibrés.

#### *1 – Renforcer la lisibilité, la transparence, la comparabilité et le suivi des tarifs bancaires*

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, une liste standard de 10 tarifs figurera en tête des nouvelles plaquettes tarifaires et, à partir du 30 juin 2011, les banques feront figurer le total du montant mensuel des frais bancaires dans les relevés mensuels de compte. Le CCSF assurera une nouvelle mission d'observatoire des tarifs bancaires et remettra son premier rapport en septembre 2011.

#### *2 – Ouvrir la voie à des moyens de paiement plus modernes*

Les banques ont pris l'engagement de poursuivre la diffusion active de la carte à autorisation systématique et de proposer une initiative sur le virement de proximité pouvant se substituer au chèque. Le CCSF lancera des travaux pour l'évolution du TIP et une étude sur l'utilisation du chèque.

#### *3 – Améliorer le fonctionnement des forfaits*

Les banques se sont engagées à mieux détailler le contenu des forfaits dans les plaquettes tarifaires et lors de la souscription, à garantir que les forfaits présentent toujours un avantage tarifaire par rapport à l'offre à la carte, et à mettre en place une nouvelle génération de forfaits personnalisables par le client. Le CCSF dressera un état des lieux avant le 1<sup>er</sup> juin 2011.

#### *4 – Prévenir les incidents de paiement et leur impact pour les consommateurs*

Pour les clientèles fragiles, les banques se sont engagées à intégrer dans toutes les offres bancaires de gammes de paiement alternatifs (GPA) un nombre minimum d'alertes sur le niveau du solde (mise en place du dispositif courant 2011), à intégrer dans les offres de GPA un tarif limité pour les frais d'incident (notamment les commissions d'intervention), et à proposer d'ici fin 2010 une solution transitoire permettant au minimum de limiter la perception de ces frais dans le cadre de la GPA existante.

### Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 7 octobre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment l'anticipation d'une poursuite de la reprise à un rythme modéré au second semestre de l'année, dans un contexte empreint d'incertitudes ».

Le Comité monétaire de la FED a maintenu le 21 septembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. En août 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,4 % par rapport à juillet. Les prix à la consommation (hors énergie et hors alimentation) mesurés en août sur un mois ont augmenté de 0,1 % et progressé en glissement annuel de 1,4 %. La production industrielle a augmenté de 0,2 % par rapport à juillet.



## Publication au Journal Officiel

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 25 août 2010 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle prudentiel des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a été publié au Journal Officiel de la République le 24 septembre 2010.

## Projet de loi de finances 2011

Outre-mer

Les crédits de la mission outre-mer s'élèvent à 1,45 milliard d'euros en autorisations d'engagement et à 1,46 milliard d'euros en crédits de paiement. Le projet de loi de finances comprend deux axes : l'emploi et les conditions de vie outre-mer.

Les crédits de la mission sont projetés respectivement à 1,26 milliard d'euros en autorisations d'engagement et 1,28 milliard en crédits de paiement en 2012 et 1,25 milliard en autorisations de paiement et 1,19 milliard en crédits de paiement en 2013.

## Publications

Microcrédit

L'Observatoire de la microfinance, présidé par Michel Camdessus, a publié son deuxième rapport annuel. Le rapport souligne l'intérêt croissant suscité par la microfinance en France, la prise de conscience au sein de la profession bancaire pour faciliter l'accès au crédit ainsi que le rôle majeur joué par les pouvoirs publics dans la promotion de ce moyen de financement, notamment par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Ce développement va de pair avec l'apparition de nouveaux risques et un renforcement de la régulation est indispensable.

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/microfinance-2009.pdf>

## Publications de l'IEOM

Balance des  
paiements

Les rapports annuels 2009 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de note expresse (n° 24) sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

## 2 - Actualité régionale

.....

### Réforme du dispositif d'aide à la mobilité dans les COM

Créé en 2004 (article 60 de la loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003), le dispositif d'aide à la mobilité comprend 2 volets : le 1<sup>er</sup> s'adresse aux personnes résidant en Outre-mer souhaitant se déplacer en France métropolitaine, le 2<sup>e</sup> concerne les étudiants et les personnes en formation professionnelle. La Cour des Comptes dans son rapport provisoire a émis des critiques sur la mise en œuvre du dispositif et les disparités dans l'octroi de ces aides. Face à ce constat, le gouvernement a décidé d'harmoniser et de recadrer ces aides, par une globalisation des crédits dans un fonds de continuité territoriale (loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (LODEOM)). Les conditions d'attribution deviendront communes à l'ensemble des territoires, à compter du mois d'octobre 2010. Pour les 3 COM du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie-Française et Wallis-et-Futuna), ceci se traduira par un plafonnement de ressources à 8 400 € annuel, soit un revenu mensuel inférieur à 700€.

### Partenariats : Fidji/Europe/Commonwealth

L'Union européenne et le Commonwealth ont annoncé leurs souhaits de rétablir une constitution démocratique aux îles Fidji. Les 2 organisations, constatant le non respect des engagements relatifs aux droits de l'homme et à l'état de droit du gouvernement fidjien, ont décidé de suspendre pour une nouvelle période de 6 mois les aides au développement de l'archipel. Néanmoins, l'UE continue à apporter son soutien direct aux populations vulnérables et aux opérations humanitaires.

## 3 – Brèves locales

.....

### La dotation de continuité territoriale aérienne

Rendu effectif en juillet 2004 à Wallis-et-Futuna par la délibération du 13 mai 2004, le dispositif de Continuité territoriale témoigne, selon les statistiques du service des Affaires Economiques et du Développement, d'un fort succès avec un total de 3 528 bénéficiaires sur la période juin 2004 – juin 2010 pour un budget supérieur à 225 millions de F CFP. L'aide accordée initialement était de 30% du montant du billet d'avion et les ressources du bénéficiaire ne devaient pas dépasser 7 fois le SMIG mensuel local. Devant le succès du dispositif (un pic de 769 bénéficiaires a été atteint en 2007), et l'insuffisance de l'enveloppe affectée à cette opération, les conditions d'attribution ont été modifiées. En 2008, le Territoire a ainsi abaissé le taux de prise en charge à 20% et a fixé le plafond des ressources du demandeur à 5 fois le SMIG mensuel local. Compte tenu de l'harmonisation des conditions d'attribution pour tous les ultramarins, le plafond de ressources du bénéficiaire sera prochainement réduit à 1 fois le SMIG mensuel local, ce qui devrait se traduire par une baisse importante du nombre de bénéficiaires. Le Territoire a demandé aux services du Ministère en charge du dossier une révision du Décret d'application afin que soit pris en considération l'éloignement de Wallis-et-Futuna et le coût plus important du billet d'avion.

### Banque de Wallis et Futuna : nouveau GAB

Le 17 septembre dernier a été mis en service le nouveau GAB (guichet automatique de banque), en remplacement du 1<sup>er</sup> automate installé en façade de l'agence BWF dans le centre commercial du Fenuarama depuis le 21 janvier 2003. Ce nouvel appareil dispose des mêmes fonctionnalités pour le client (retrait de billets de banque, consultation du solde de son compte...), sa gestion par le personnel de la banque est facilitée par un journal de bord électronique. Le coût de cet investissement est estimé à 30 000 € soit 3,5 millions de F CFP.

### Ouverture du marché couvert à Aka'aka

Samedi 2 octobre a eu lieu l'inauguration et l'ouverture du marché couvert d'Aka'aka, un projet qui a été financé par le Territoire et l'OGAF (Opération Groupée d'Aménagement Foncier), à hauteur de 10 millions de F CFP. Le marché a lieu 3 fois par semaine et est pour le moment ouvert à toute personne souhaitant vendre ses produits. Des discussions sont en cours au sein de la chambre interprofessionnelle sur la politique des prix, et la location de place à partir de janvier 2011.

### Une scierie à Malaé

Installée dans le district de Hihifo, une nouvelle scierie (la seule en activité sur le Territoire), a ouvert ses portes depuis le 12 avril dernier. Située à la lisière de la forêt de pins de caraïbes qu'elle exploite, sa principale activité repose sur la production de bois de coffrage et de charpente. Le coût de l'investissement réalisé s'élève à 7 millions de F CFP, une initiative financée à 100 % sur fonds propres. Disposant d'une réserve de bois estimée à 2 000 m<sup>3</sup>, cette scierie prévoit de développer sa gamme de production avec des maisons préfabriquées, du lambris, des parquets, ainsi que des poteaux électriques et de téléphonie.

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

M3 impactée par la chute des dépôts à vue

en millions de F CFP	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 927	1 993	1 963	-1,51%	1,9%
Dépôts à vue	3 473	2 714	2 632	-3,02%	-24,2%
<b>Total M1</b>	<b>5 400</b>	<b>4 707</b>	<b>4 595</b>	<b>-2,38%</b>	<b>-14,9%</b>
M2-M1	569	536	602	12,31%	5,8%
<b>Total M3</b>	<b>6 707</b>	<b>5 858</b>	<b>5 712</b>	<b>-2,49%</b>	<b>-14,8%</b>

### Concours à caractère bancaire

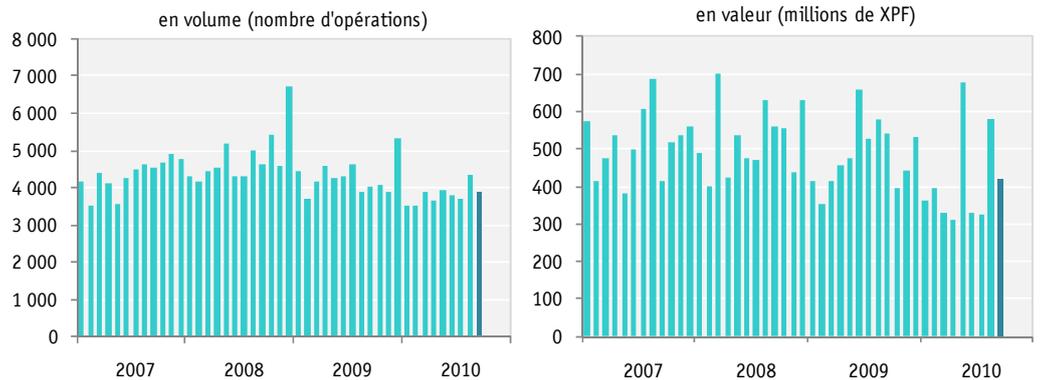
Forte baisse des concours bancaires sur un an

en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	993	994	859	0,1%	-13,6%
Crédits à l'équipement	1 338	1 558	1 331	16,4%	-14,6%
Crédits à l'habitat	672	565	418	-15,9%	-26,0%
Autres crédits	396	312	223	-21,2%	-28,5%
Sous total	3 399	3 429	2 831	0,9%	-17,4%
Créances douteuses brutes	677	718	769	6,1%	7,1%
<b>Total</b>	<b>4 076</b>	<b>4 147</b>	<b>3 600</b>	<b>1,7%</b>	<b>-13,2%</b>

### Compensation

Baisse des opérations de compensation en valeur et en volume

	sept-09	août-10	sept-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 028	4 363	3 896	32 828	-10,7%	-3,3%
Compensation (en millions de CFP)	541	579	418	3 654	-27,9%	-22,7%



### Incidents bancaires

Diminution des incidents bancaires

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	61	69	56	649	-18,8%	-8,2%
Retraits de cartes bancaires	1	1	0	21	-100%	-100%

### Interdits bancaires

Légère hausse des interdits bancaires sur l'année

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>446</b>	<b>455</b>	<b>450</b>	<b>-1,1%</b>	<b>0,9%</b>
- dont personnes physiques	436	443	438	-1,1%	0,5%
- dont personnes morales	10	12	12	0%	20%

### Cotation

Baisse du nombre d'entreprises éligibles sur le mois

en nombre	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>36</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>0,0%</b>	<b>11,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	10	13	10	-23,1%	0,0%

## Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			2 <sup>e</sup> T 2010	103,47	-	3,2%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			avr-10	82 206	3,0%	3,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>			déc-09	1 997	-	-0,2%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations		mensuelles	sept-10	704	149,1%	78,1%
		cumulées	sept-10	4 107	-	22,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée		mensuels	sept-10	66	22,2%	-12,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée		cumulés	sept-10	685	-	7,4%
Taxes intérieures de consommation		cumulées	sept-10	292	-	-3,9%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Energie</b>						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)			2 <sup>e</sup> T 2010	5 034	-	-0,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)		mensuelle	août-10	640	7,8%	5,0%
Consommation d'essence (milliers de litres)		mensuelle	août-10	173	5,2%	-6,0%
<b>Transports</b>						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs		mensuel	sept-10	2 570	6,6%	-5,8%
		cumulé	sept-10	21 218	-	6,9%
Nombre de passagers vols domestiques		mensuel	sept-10	1 527	55,3%	-1,0%
		cumulé	sept-10	9 532	-	-1,8%
Touchées de navires de marchandises		mensuelles	sept-10	2	66,6%	0,0%
		cumulées	sept-10	23	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs			sept-10	10	100%	-23,1%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	juin	100,30	103,47	3,2%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	juin	689	687	-0,3%
créations	juin	6	13	116,7%
fermetures	juin	8	30	275,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	10	12	20,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	sept	521	578	11,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	sept	67	82	22,7%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	51	39	-23,5%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	déc	1 997	-	-
dont secteur privé	déc	788	-	-
dont secteur public	déc	1 209	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	472	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	sept	436	438	0,5%
décision retrait cartes bancaires	sept	14	21	50,0%
incidents paiements sur chèques	sept	880	649	-26,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	sept	922	1306,1	41,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	sept	471	495,2	5,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	sept	152	155,4	2,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	62	38	-38,7%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	sept	3 362	4107	22,1%
exportations	sept	-	-	-
recettes douanières	sept	949	984	3,8%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	sept	638	685	7,4%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	sept	304	292	-3,9%
<b>Indicateurs financiers</b>				
Dépôts à vue	août	3 473	2 632	-24,2%
M1	août	5 400	4 595	-14,9%
M2	août	5 969	5 197	-12,9%
Dépôts à terme	août	739	515	-30,4%
M3	août	6 707	5 712	-14,8%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 563	1237	-20,9%
dont crédits à la consommation	juin	995	819	-17,7%
dont crédits à l'habitat	juin	565	418	-26,0%
Entreprises	juin	1 380	1194	-13,5%
dont crédits d'exploitation	juin	166	129	-22,3%
dont crédits d'investissement	juin	1 193	1011	-15,3%
dont crédits à la construction	juin	0	0	-
Collectivités locales	juin	365	320	-12,3%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	123	80	-35,0%
créances douteuses brutes	juin	718	769	7,1%
taux de créances douteuses	juin	17,3%	21,4%	+ 4,1 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	2 882	2717	-5,7%
Sociétés	juin	2 574	1600	-37,8%
Autres agents	juin	4 154	4014	-3,4%
dont assurances-vie	juin	752	864	14,9%

## 6 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	30/09/2010	31/08/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,8780%	0,3920%	+ 0,486 pt	0,4100%	+ 0,468 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,6250%	0,6220%	+ 0,003 pt	0,4530%	+ 0,172 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,8920%	0,8860%	+ 0,006 pt	0,7000%	+ 0,192 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	1,1460%	1,1370%	+ 0,009 pt	0,9940%	+ 0,152 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,4330%	1,4140%	+ 0,019 pt	1,2480%	+ 0,185 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/09/2010	31/08/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,4431%	0,4199%	+ 0,458 pt	0,3476%	+ 0,530 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,6180%	0,6400%	- 0,022 pt	0,4790%	+ 0,139 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,8800%	0,8950%	- 0,015 pt	0,7120%	+ 0,168 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,1370%	1,1470%	- 0,010 pt	0,9950%	+ 0,142 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,4200%	1,4210%	- 0,001 pt	1,2420%	+ 0,178 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	2,9400%	2,9600%	- 0,020 pt	3,7400%	- 0,800 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	2,7400%	2,7600%	- 0,020 pt	3,5400%	- 0,800 pt	
TRBOSP	2,9500%	2,7800%	+ 0,170 pt	3,7600%	- 0,810 pt	

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/09/2010	31/08/2010	31/12/2009	30/09/2010	31/08/2010	31/12/2009	30/09/2010	31/08/2010	31/12/2009
taux JJ	0,280%	0,240%	0,145%	0,085%	0,095%	0,430%	0,575%	0,595%	0,465%
3 mois	0,386%	0,400%	0,375%	0,270%	0,360%	0,305%	0,760%	0,840%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,570%	2,520%	3,840%	0,940%	0,990%	nd	2,960%	2,820%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%
Prêts à taux fixe	5,60%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,09%
Prêts à taux variable	5,05%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,79%
Prêts relais	6,27%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,60%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,32%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,15%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,4353	1 NZD/XPF	64,7276	1 HKD/XPF	11,2664	1 GBP/XPF	138,7659	
100 JPY/XPF	104,9716	1 AUD/XPF	84,8129	1 SGD/XPF	66,5097	100 VUV/XPF	90,4940	1 FJD/XPF	46,9570